

REGIONSADAPT
Brief pour l'Action

Unsplash – Robert Wiedemann

Collaboration des gouvernements infranationaux avec le secteur privé pour accélérer l'action climatique et en faveur de la nature

INTRODUCTION

Les *Brief pour l'Action* de RegionsAdapt visent à accompagner les membres et partenaires de Regions4 et RegionsAdapt dans la compréhension des processus mondiaux d'adaptation.

Ce document se base notamment sur les données déclarées en 2023 et 2024 par les gouvernements infranationaux à travers la plateforme *CDP États et Régions*. Il dresse un panorama des actions climatiques menées à ce niveau, en mettant en lumière les collaborations avec le secteur privé. Il s'adresse aux gouvernements régionaux et aux PME cherchant à coopérer pour faire avancer l'action climatique et la protection de la nature par le biais de partenariats public-privé.

Par ailleurs, RegionsAdapt est partenaire de la [campagne « Climate-Proofing SME »](#) des Champions de Haut Niveau pour le Climat des Nations Unies, qui vise à renforcer le rôle des petites et moyennes entreprises (PME) dans l'action climatique. Ce partenariat souligne l'importance d'impliquer les PME dans les efforts climatiques à l'échelle infranationale, rendant cette note particulièrement pertinente pour montrer comment les gouvernements régionaux peuvent favoriser la collaboration avec le secteur privé en vue d'accélérer la résilience climatique et écologique.

Recommandations pour renforcer l'engagement du secteur privé

- **Renforcer la réglementation et les normes** : Utiliser les leviers réglementaires pour orienter les capitaux privés vers des activités durables et les éloigner des pratiques néfastes.
- **Élaborer des plans d'investissement en parallèle des plans d'adaptation ou de biodiversité** : Aligner les stratégies d'investissement avec les priorités d'adaptation pour attirer les capitaux privés.
- **Créer des projets bancables** : Utiliser des techniques d'ingénierie financière pour structurer des projets attractifs pour les investisseurs privés.
- **Renforcer les capacités pour le développement de projets** : Consolider l'expertise interne et la gouvernance, et fournir une assistance technique aux développeurs de projets et aux PME afin de concevoir et mettre en œuvre des projets climatiques viables.
- **Mettre en place des taxonomies financières** : Définir clairement les investissements climatiques et durables afin d'accroître la transparence et de renforcer la confiance des investisseurs.
- **Mobiliser les financements publics pour la réduction des risques** : Utiliser les ressources publiques pour partager les risques, tester des modèles économiques innovants et rendre les projets d'adaptation plus attractifs pour les investisseurs privés.
- **Collaborer avec les niveaux de gouvernement supérieurs** : Plaider pour des environnements plus favorables, incluant des réformes réglementaires et des mécanismes de financement mixtes.

CONTEXTE

Les impacts du changement climatique sont de plus en plus visibles à travers le monde, soulignant l'urgence de mettre en œuvre des stratégies efficaces d'adaptation et de préservation de la nature. Malgré les avancées en matière de financement climatique pour l'adaptation, l'écart entre les besoins financiers et les ressources disponibles pour l'adaptation, la nature et la résilience ne cesse de croître.

L' [Adaptation Gap Report 2024](#) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) estime que les besoins mondiaux en financement pour l'adaptation se situent entre 215 et 387 milliards de dollars américains par an, alors que les flux de financement public international en 2022 restent bien en deçà de ce seuil. Ce déséquilibre alarmant renforce la nécessité de mobiliser la participation du secteur privé pour combler ce déficit.

Les gouvernements infranationaux jouent un rôle clé dans cette mobilisation, étant donné leur proximité avec les communautés locales, leurs compétences réglementaires, et leur capacité à intégrer la résilience climatique dans les plans de développement. En favorisant la collaboration avec le secteur privé, les gouvernements régionaux (États, provinces, régions autonomes...) peuvent catalyser les investissements dans l'adaptation climatique et les solutions fondées sur la nature, et ainsi contribuer à bâtir des sociétés plus résilientes.

LE RÔLE – ET LES LIMITES – DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le secteur privé détient un potentiel important pour contribuer aux efforts d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience, notamment dans des domaines offrant des opportunités d'investissement claires, tels que l'agriculture durable, les infrastructures hydrauliques et le développement urbain.

Selon le [Adaptation Gap Report 2024](#) du PNUE, environ un tiers des besoins en financement de l'adaptation concerne des secteurs pouvant générer

des retours financiers tout en apportant des bénéfices environnementaux.

Cependant, des interventions publiques sont souvent nécessaires pour mobiliser les investissements privés, en particulier pour les projets à haut risque, à faible rentabilité ou apportant des bénéfices collectifs plus larges. Les projets d'adaptation et de résilience, en particulier ceux qui intègrent des mesures anticipatrices ou transformationnelles, rencontrent souvent des difficultés à attirer des investissements privés, en raison de leur nature systémique, de leur horizon à long terme et de leur rentabilité limitée. Les secteurs vulnérables tels que la santé, l'éducation et les infrastructures publiques nécessitent des mécanismes de financement innovants ainsi qu'une collaboration public-privé stratégique pour garantir une adaptation climatique équitable et efficace.

LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS INFRANATIONAUX DANS L'ACCELERATION DE L'ACTION DU SECTEUR PRIVÉ

Les gouvernements infranationaux jouent un rôle central pour lever ces obstacles. Dans les domaines où le secteur privé est déjà actif, ils peuvent amplifier l'impact en développant des portefeuilles de projets, en réunissant les parties prenantes et en favorisant la coordination et les partenariats entre secteurs.

L'un de leurs rôles fondamentaux est de créer un environnement propice à l'investissement privé. Cela passe par la mise en place de cadres juridiques et réglementaires favorables, la promotion de modèles économiques innovants et la garantie que les investissements publics viennent en complément – et non en substitution – de l'action privée. Ces mesures, combinées à un engagement précoce avec les investisseurs et à des signaux politiques cohérents, permettent de clarifier les règles du jeu, de réduire les incertitudes réglementaires et de renforcer la confiance des investisseurs.

La finance publique joue également un rôle clé pour réduire les risques des projets et attirer des capitaux privés, notamment à travers des mécanismes de financement mixte. Les gouvernements infranationaux peuvent fournir des financements concessionnels, un appui en phase de démarrage, ou

encore des mécanismes de partage des risques, qui réduisent l'incertitude et encouragent le capital privé dans les secteurs plus difficiles à financer. Ils peuvent également offrir une assistance technique et un renforcement des capacités pour améliorer la qualité et la bancabilité des projets.

En structurant un environnement financier plus favorable, ils peuvent rendre les projets d'adaptation plus attractifs pour les investisseurs, tout en veillant à ce que les communautés les plus vulnérables bénéficient de ces investissements.

OPPORTUNITÉS DE RENFORCER L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'ACTION CLIMATIQUE INFRANATIONALE

Bien que les gouvernements infranationaux nouent de plus en plus de partenariats pour relever les défis climatiques, la collaboration avec le secteur privé reste encore limitée, en particulier en matière d'adaptation. Selon les données CDP États et Régions de 2024*, sur 242 collaborations climatiques rapportées par 77 États et régions, seulement 29 impliquaient des entreprises en tant que partenaires principaux – un chiffre bien inférieur aux collaborations avec la société civile (124) ou d'autres entités publiques (85).

Par ailleurs, près des deux tiers de ces partenariats avec des entreprises (62 %) portent sur l'atténuation, notamment la réduction des émissions. Bien que 31 % des actions impliquant des entreprises mentionnent l'adaptation, elles sont souvent liées à la transition bas carbone ou à l'agriculture, ce qui met en évidence un manque d'implication spécifique du secteur privé dans des efforts plus larges de résilience climatique.

Cette tendance se reflète également dans les actions déclarées : sur 261 actions d'adaptation divulguées, seulement 48 impliquaient un financement privé ou des partenariats public-privé. Ces initiatives couvrent des secteurs clés comme les solutions fondées sur la nature, l'agriculture résiliente, les infrastructures urbaines et les mécanismes de financement climatique, soulignant le besoin et l'opportunité de renforcer l'implication du secteur privé.

GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX ENGAGEANT LE SECTEUR PRIVÉ DANS L'ADAPTATION

A suivre, quelques exemples phares de gouvernements régionaux collaborant avec des entreprises pour renforcer la résilience climatique.

1. Mobiliser les acteurs privés pour des solutions climatiques basées sur la nature et la conservation des écosystèmes

Les gouvernements infranationaux collaborent avec des acteurs ruraux privés—propriétaires fonciers, producteurs, et fédérations sectorielles—pour mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature à travers des incitations, un appui technique et des mécanismes de marché. Ces initiatives relient la gestion des terres au stockage du carbone, à la protection de la biodiversité et à une agriculture résiliente au climat.

- **Catalogne, Espagne** : Le projet [Life Climark](#) met en place un marché volontaire de crédits climatiques, incitant à la gestion durable des forêts en permettant aux entreprises privées de compenser leurs émissions via l'achat de crédits générés par les propriétaires forestiers.
- **Mata Atlântica, Brésil** : Mis en œuvre par les États de São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais, le projet [Conexão Mata Atlântica](#) soutient les propriétaires fonciers privés par un système de paiements pour services environnementaux (PSE). Financé par des fonds publics, il fournit un appui financier et technique aux agriculteurs qui conservent ou restaurent les forêts, générant des bénéfices en matière de captation de carbone, d'eau et de biodiversité.
- **Goiás, Brésil**: [Juntos pelo Araguaia](#) est l'une des plus grandes initiatives de restauration de bassins versants au monde, menée par les États de Goiás et Mato Grosso en étroite collaboration avec le secteur privé. Le projet vise à restaurer des dizaines de milliers d'hectares de terres dégradées en reboisant avec de la végétation native, en protégeant les

sources et en améliorant la qualité de l'eau et des sols dans tout le bassin de l'Araguaia. Grâce aux contributions importantes d'entreprises privées, l'initiative concrétise une restauration écologique à grande échelle par une solide collaboration public-privé.

- **Minas Gerais, Brésil** : Minas Gerais, Brésil : Le projet [AGRO + VERDE](#) fournit des matériaux et des formations aux propriétaires fonciers pour restaurer les terres dégradées. Parallèlement, un [partenariat](#) avec la fédération régionale de l'industrie minière (FIEMG) a permis de cartographier plus de 500 000 hectares de zones rurales préservées, révélant un important potentiel de stockage de carbone.
- **Écosse, Royaume-Uni** : Le fonds [Facility for Investment Ready Nature in Scotland \(FIRNS\)](#) est une initiative conjointe du gouvernement écossais, de NatureScot et du National Lottery Heritage Fund. Il soutient le développement de projets environnementaux attirant des investissements privés responsables dans le capital naturel, en répondant à deux obstacles majeurs : le manque de sources de revenus et l'insuffisance de projets matures. Les organisations éligibles peuvent obtenir jusqu'à 240 000 £ de financement.

carbone, environnementaux et de circularité des organisations, produits et services, via une approche de données unifiée.

- **Lombardie, Italie** : L'initiative [RI.CIRCO.LO.STEP](#) aide les PME à identifier des opportunités en matière d'économie circulaire, notamment pour réduire leur dépendance aux matières premières critiques. En parallèle, la région finance l'embauche de "managers de l'énergie" dans les petites entreprises afin d'optimiser la consommation d'électricité et réduire les coûts énergétiques.
- **South Australia, Australie** : L'agriculture régénérative et les systèmes d'aquaculture résilients au climat sont développés en partenariat avec les agriculteurs, les communautés autochtones et le secteur privé – notamment à travers des innovations telles que la culture d'algues réduisant les émissions de méthane.

2. Stimuler l'innovation verte pour une économie régénérative et adaptée au climat

Grâce à des investissements et à des partenariats avec le secteur privé, les gouvernements infranationaux développent des innovations permettant aux entreprises et aux industries de réduire leur impact environnemental et de contribuer à une économie bas-carbone et résiliente.

- **Pays Basque, Espagne** : À travers le [Basque Ecodesign Center](#), la région favorise la collaboration public-privé autour de l'écoconception et de l'économie circulaire. Un jalon important est le lancement d'un [outil en ligne](#) permettant de mesurer les impacts



3. Intégrer la résilience climatique dans les normes et pratiques sectorielles des entreprises

Plusieurs régions utilisent des normes volontaires et des plateformes public-privé pour intégrer les objectifs climatiques dans la planification et les décisions du secteur privé.

- **Paraná, Brésil** : [Selo Clima](#) est un programme volontaire qui incite les entreprises privées à réduire leurs émissions de carbone et à adopter des pratiques durables, tout en promouvant la transparence, la responsabilité et l'alignement avec les objectifs climatiques mondiaux.
- **Jalisco, Mexique** : L'[Alliance des Entreprises pour le Climat](#), lancée en 2021 par le gouvernement national, rassemble le monde académique, le secteur privé et les gouvernements locaux/régionaux pour promouvoir les investissements durables. Le gouvernement de Jalisco collabore avec l'industrie du tequila pour promouvoir une [production responsable d'agave](#), protéger la biodiversité et stopper la déforestation d'ici 2027 grâce à des protocoles de certification et des innovations technologiques.
- **Écosse, Royaume-Uni** : Le programme [Adaptation Scotland](#) propose des conseils gratuits pour renforcer la résilience des entreprises face aux impacts climatiques. Le nouvel outil [SME Resilience Checklist](#) fournit des recommandations pratiques pour préparer leurs produits et services, locaux, processus et sites aux événements climatiques extrêmes. Des formations ciblées et des ressources ont été codéveloppées pour les secteurs vulnérables (whisky, commerce de gros, horticulture), et les conseillers des agences de développement économique intègrent désormais l'adaptation dans leur accompagnement vers la durabilité et la neutralité carbone.

4. Faciliter l'accès des PME au financement climatique

Mobiliser les investissements privés pour l'adaptation nécessite de lever les obstacles financiers. Les régions utilisent des instruments publics pour réduire les risques et amplifier les actions menées par les entreprises.

- **Catalogne, Espagne** : Les programmes [Nuclis RD Green](#) d'Acció attribuent des subventions aux

entreprises menant des recherches et développements liés au climat, stimulant ainsi l'innovation du secteur privé grâce à l'investissement public.

- **Lombardie, Italie** : En 2024, la Lombardie et Finlombarda S.p.A. ont lancé un programme d'évaluation financière avec sept PME, basé sur des critères ESG et l'outil *IMP³rove Corporate Sustainability Navigator*. Cette [Initiative sur la Finance Durable](#) a permis de cartographier les besoins de financement et de co-concevoir 26 actions pour améliorer l'accès des PME à la finance durable. Elle a également servi de plateforme de dialogue avec les associations d'entreprises pour façonner les futurs dispositifs de soutien.
- **Québec, Canada** : À travers des programmes comme *Technoclimat* et *Origo*, le Québec soutient les jeunes entreprises de technologies propres développant des solutions pour la réduction des émissions et l'efficacité énergétique. Le financement public permet de réduire les risques liés à l'innovation et d'attirer les investissements privés – *Origo* ayant mobilisé plus de 5 millions CA\$ à partir d'un apport initial de 1,1 million CA\$ en 2024.
- **Pays Basque, Espagne** : La Liste basque des technologies propres est un outil fiscal pionnier qui encourage l'investissement du secteur privé dans des technologies à faibles émissions et à haute efficacité, en offrant une déduction de 35 % de l'impôt sur les sociétés sur le coût d'investissement de l'équipement éligible.
- **État de Cross River, Nigeria** : En partenariat avec l'agence nigériane des PME (SMEDAN), l'État de Cross River a lancé un fonds de contrepartie d'un milliard de nairas pour soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) à travers des activités de formation, de développement des affaires et de financement accessible. Ce fonds cible en particulier les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs, souvent actifs dans l'agriculture et d'autres secteurs vulnérables au climat, afin de promouvoir des économies locales plus inclusives et résilientes.

CONCLUSION

Les gouvernements régionaux sont en première ligne de la lutte contre le changement climatique, agissant à la fois comme décideurs politiques et catalyseurs de solutions. En développant des partenariats avec le secteur privé, ils peuvent mobiliser des ressources supplémentaires, stimuler l'innovation et renforcer leurs efforts d'adaptation au climat. Les expériences présentées dans cette note illustrent le potentiel transformateur de la collaboration public-privé.

Pour renforcer l'implication du secteur privé et combler le déficit de financement en matière d'adaptation et de biodiversité, les gouvernements infranationaux peuvent aligner leurs stratégies d'investissement sur leurs plans d'adaptation ou de biodiversité, renforcer leurs capacités internes et la préparation de projets, définir clairement ce que recouvrent les investissements durables, et plaider pour des cadres nationaux favorables ainsi que des mécanismes de financement mixtes. En parallèle, ils doivent orienter les investissements privés vers des solutions respectueuses de l'environnement, anticipatrices et véritablement transformatrices, afin de garantir que les financements atteignent les communautés les plus vulnérables. *Ces recommandations sont présentées en détail à la première page de ce document.*

Regions4 reste pleinement engagé à soutenir ces efforts, à valoriser les bonnes pratiques et à faciliter le dialogue entre les gouvernements régionaux et le secteur privé. Grâce à une collaboration renforcée et à des solutions financières innovantes, les régions peuvent accélérer l'action en faveur du climat et de la nature, et construire un avenir plus résilient pour toutes et tous.

RÉFÉRENCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

- UNEP Adaptation Gap report 2024: <https://www.unep.org/resources/adaptation-gap-report-2024>
- OECD Subnational Government Climate Finance Hub : <https://www.oecd.org/en/topics/sub-national-finance-for-climate.html>
- Subnational governments and private businesses crucial drivers of climate action, report : <https://www.uu.nl/en/news/subnational-governments-and-private-businesses-crucial-drivers-of-climate-action-says-new-report>
- How cities can attract private finance for climate action : https://www.c40knowledgehub.org/s/article/How-cities-can-attract-private-finance-for-climate-action?language=en_US

À PROPOS DE CE BRIEF POUR L'ACTION

Cette note d'information fait partie d'une série visant à informer les membres de Regions4 sur les principaux résultats et recommandations basés sur les recherches et discussions de RegionsAdapt avec ses membres.

RegionsAdapt est l'initiative climatique Regions4 rassemblant plus de 80 gouvernements régionaux. Elle mobilise l'ambition et l'action en matière d'adaptation au climat en facilitant l'accès aux dernières innovations, outils et meilleures pratiques au niveau régional.

La Communauté de pratique RegionsAdapt offre aux gouvernements régionaux un espace pour présenter leur expertise et apprendre les uns des autres, discuter et s'engager, à travers une série de sessions d'apprentissage sur des sujets ciblés sur l'adaptation, afin de les aider à acquérir des capacités et à améliorer leurs propres politiques et activités sur l'adaptation. Pour de plus amples renseignements sur l'initiative, veuillez consulter : <https://regions4.org/regionsadapt/>

Auteurs: Heloise Chicou, Mélisa Cran (Regions4)

Contributeurs: Renata Gomez, Mariana Corvaro, (Regions4)

Date: Aout 2025

Les sessions et documents relatifs à Communauté de Pratique RegionsAdapt bénéficient du soutien du gouvernement du Québec